



Décision individuelle n° 2026 - 0091 du 12/05/26
portant autorisation de circulation sur pistes
réglementées en cœur du Parc national des
Cévennes

Le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 331-10,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n°2013-995 du 08 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°2017-0283 du 21 juin 2017 portant approbation du plan de circulation motorisée en cœur de Parc,

Vu la délibération n°2017-0397 du 28 septembre 2017 portant approbation des modalités de mise en œuvre du plan de circulation,

Vu la demande de M. André THEROND, Président de l'Association cynégétique du Parc national des Cévennes en date du 29 avril 2026,

Considérant que le projet décrit dans la demande est conforme aux dispositions de l'article 15 du décret n°2009-1677 susvisé,

DECIDE

Article 1 :

M. André THEROND, en sa qualité de Président de l'Association cynégétique du Parc national des Cévennes, est autorisé à circuler avec un véhicule à moteur sur les pistes pour lesquelles la circulation est réglementée dans les conditions suivantes :

- Motif : préparation de la campagne de chasse 2026-2027
- Secteur concerné : toutes les pistes du cœur du Parc national des Cévennes

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article 1^{er} est assortie des prescriptions suivantes :

- ✓ elle est délivrée pour le véhicule **MITSUBISHI L 200**
- ✓ elle devra se trouver en permanence dans le véhicule utilisé et prête à être présentée à tout contrôle,
- ✓ elle est personnelle et non cessible.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du 07 mai au 1^{er} septembre 2026.



Article 4 :

La présente autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

Article 5 :

Le non-respect des prescriptions applicables de l'arrêté est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 :

Les agents du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés compétents en la matière, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention.

Le directeur de l'établissement public
du Parc national des Cévennes,


Vincent CLIGNIEZ



Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes
Service *Développement durable*
tél : 04 66 49 53 31 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
 - Pétitionnaire
- copies :
 - Gendarmerie nationale
 - EP PNC SCVT + DT
 - PNC / SDD (dossier n°2026-3314)



Parc national des Cévennes